

MRE L'heure est au bilan du programme Face Maroc, le grand projet de soutien aux investissements des MRE au Maroc lancé il y a 4 ans. Au total, 236 entreprises ont été créées. Un bon début sauf que l'Union Européenne n'a pas l'intention de continuer à financer cette initiative à l'avenir.

LE MAROC FAIT APPEL AUX MRE INVESTISSEURS



MOUNIA KABIRI KETTANI

Il faut que le ministère trouve les moyens financiers et humains pour que ce programme continue. Nous avons montré le chemin, nous ne pouvons pas continuer car ce n'est pas notre rôle. A vous, les Marocains de prendre le relais ». L'appel lancé par Eneko Landaburu, ambassadeur de l'Union européenne au Maroc, à l'adresse du Maroc, pendant la conférence de clôture du programme «Faciliter la Création d'Entreprises au Maroc grâce à la diaspora marocaine installée en Europe » (FACE), mardi 15 à Casablanca, est clair. L'Union européenne n'est plus prête à financer ce programme, mais elle ne veut pas non plus que l'aventure s'arrête là. Or, le ministère a un autre avis. « Nous sommes prêts à continuer notre collaboration avec IntEnt (ndlr, l'association hollandaise qui a porté le projet FACE, ndlr), mais nous avons encore besoin de nos partenaires pour mener à bien tous nos programmes », déclare Abdelfattah Sahibi, directeur du Développement au ministère délégué auprès du premier ministre en charge de la Communauté marocaine à

L'UNION EUROPÉENNE N'EST PLUS PRÊTE À FINANCER LE PROGRAMME FACE MAROC, MAIS ELLE NE VEUT PAS NON PLUS QUE L'AVENTURE S'ARRÊTE LÀ.

l'étranger. Il faut dire que le ministère s'est contenté du rôle d'accompagnateur institutionnel. Il n'a pas participé au financement. L'UE a participé à hauteur de 1,5 millions de dirhams dans le programme sur une durée de 4 ans. Le reste, 680.000 DH a été partagé entre IntEnt Pays Bas, l'association principale et promotrice du projet, Agence Française de développement (AFD), et le Centrum fur internationale Migration und Entwicklung (CIM).

REPÈRES

FACE MAROC EST UN PROJET FINANCÉ PAR L'UE À HAUTEUR DE 2,5 MILLIONS DE DIRHAMS. LE MINISTÈRE ÉTAIT UN COLLABORATEUR INSTITUTIONNEL. L'ACCOMPAGNEMENT EST PRIS EN CHARGE PAR LE DÉPARTEMENT DES MRE.

■ **A LA FIN DU MOIS DE JUIN 2012, LES MRE AVAIENT TRANSFÉRÉ 27 MILLIARDS DE DIRHAMS (2,4 MRDSE) AU MAROC, EN HAUSSE DE 0,4% COMPARÉ À LA MÊME PÉRIODE DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTES.**

■ **LES MAROCAINS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER (MRE) REPRÉSENTENT 3 MILLIONS DE PERSONNES, SOIT PRESQUE 10% DE LA POPULATION DU PAYS D'ORIGINE. 85% D'ENTRE EUX SONT INSTALLÉS EN EUROPE.**

Un bilan positif

236 entreprises ont été créées grâce à ce projet, générant 844 emplois directs. Près de 85 millions de dirhams ont été investis.

Des entrepreneurs issus majoritairement d'Italie (28% des créations), de France (25%), des Pays Bas (16%) et d'Espagne (15%). Les secteurs tertiaire et le BTP ont drainé chacun 16% du total des entreprises créées, suivis par l'hôtellerie et la restauration (15%), l'import et la distribution (12%), la logistique et les transports (11%) pour ne citer que les principaux domaines. Le taux d'échec ne dépasse pas 10%. « 89% des entreprises créées en 2009 sont encore vivantes au dernier trimestre 2012. Ce qui montre une construction adéquate des projets », souligne Peter Coelwij, chef de projet FACE.

Drainer les investissements productifs

Nul ne peut ignorer l'impact de la contribution des MRE sur l'économie nationale. Le volume des transferts des MRE a connu une croissance économique continue depuis les années 60 pour se situer aux environs de 7,6% du PIB en 2011. Or, malgré le niveau important des transferts, peu de migrants semblent enclins à investir au Maroc. « Comment les convaincre de venir

investir, surtout que leurs investissements peuvent être à forte ajoutée et permettront à la fois de dynamiser l'économie et l'export ? », s'interroge Rachid Amrani, DG de Original Invest. Le ministère semble conscient de cet état de fait. La preuve, toute une stratégie est en cours de réalisation pour encourager des investissements de la diaspora marocaine dans leur terre d'origine et pour les orienter vers les secteurs productifs. Si la diaspora

hésite aujourd'hui à venir investir au Maroc, ce n'est pas pour une question de moyens. D'ailleurs Rachid Amrani est catégorique : « Les MRE n'ont pas besoin de mécanismes financiers, mais plutôt d'information et d'accompagnement ». Et il se réfère à une étude de la Banque Mondiale qui révèle qu'à peine 9% de la diaspora investissent via les crédits bancaires et 68% à travers leurs fonds propres. ■

« 236 projets en 3 ans et demi est un exploit »

ABDEFATTAH SAHIBI, DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT AU MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE EN CHARGE DE LA COMMUNAUTÉ MAROCAINE À L'ÉTRANGER

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR M.K.K

L'Observateur du Maroc. Que pensez-vous des résultats obtenus dans le cadre du projet Face Maroc ?

Abdefattah Sahibi. 236 projets en 3 ans et demi est un exploit. Ce sont certes des TPE mais qui ont permis de générer 844 emplois directs et d'investir près de 85 millions de dirhams au Maroc. Cette expérience nous paraît intéressante et nous verrons comment peut-on l'exploiter dans le cadre de notre programme et notre stratégie en cours de développement.

Justement, quels sont les axes de cette stratégie que le ministère est en train de réaliser pour drainer les investissements des MRE ?

Nous sommes partis d'un constat. Les MRE désiraient investir mais des fois, ils sont arnaqués et mal informés... Donc ils sont découragés. La solution ? Nous sommes en train de mettre en place un certain nombre de dispositifs avec l'appui de l'Agence française de développement dans le cadre d'un grand projet d'accompagnement des MRE basé sur plusieurs points. D'abord un accompagnement individualisé puis un accompagnement régional, car les MRE préfèrent plutôt investir dans leur région d'origine. Les investissements réalisés concernaient surtout le secteur immobilier. Nous n'avons pas pu jusque là drainer des investissements dans d'autres secteurs porteurs. Il y a une concurrence entre les pays d'accueil et d'origine pour profiter de cette manne financière. Donc nous nous focalisons aujourd'hui sur la communication avec des actions concrètes. Vu le manque de cohésion des



UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR ACCOMPAGNER LES MRE SERA PRÊTE D'ICI LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2013.

mécanismes qui existent sur le marché au profit des MRE, le ministère cherche aujourd'hui à créer une synergie entre les différents dispositifs et acteurs tout en mettant en place un guichet unique au service de la diaspora marocaine. Cette stratégie d'accompagnement commence par l'information au pays d'accueil et continue jusqu'à la phase post création de l'entreprise. Ceci est pour ceux

qui veulent investir directement. Maintenant pour les MRE qui préfèrent rester dans leur terre d'accueil et investir quand même au Maroc, nous leur proposerons des mécanismes adéquats, notamment les fonds de placement. La stratégie sera prête et mise en œuvre à partir du deuxième trimestre 2013.

Qu'en est-il de la mobilisation des compétences marocaines qui travaillent ailleurs ?

Le Maroc veut absolument profiter du savoir-faire de ces compétences. Tout un programme de mobilisation est en cours de déploiement et il sera lancé à partir du 31 janvier. Une stratégie dédiée sera mise en œuvre pour à la fois informer et encourager ces MRE à se mobiliser pour l'intérêt de leur pays d'origine.

Le ministère a-t-il prévu quelque chose concernant les financements ?

Le Fonds « MDM Invest » dont l'objet est le financement conjoint avec les banques des projets de création ou d'extension d'entreprises promues au Maroc, directement par des Marocains Résidents à l'Étranger n'a pas pu réaliser les résultats escomptés. Seuls 20 projets ont été financés. Aujourd'hui, nous sommes en cours de négociation pour lui donner un nouveau souffle tout en tenant compte des failles qui ont induit à son échec. Car il faut dire que ce fonds souffrait d'un déficit énorme en matière de communication et d'accompagnement. Sans parler des contraintes liées aux critères exigibles, en l'occurrence l'apport de 25% au minimum du projet d'investissement en devises. Des pourparlers sont en cours avec le ministère de finances pour revoir ce dispositif. ■